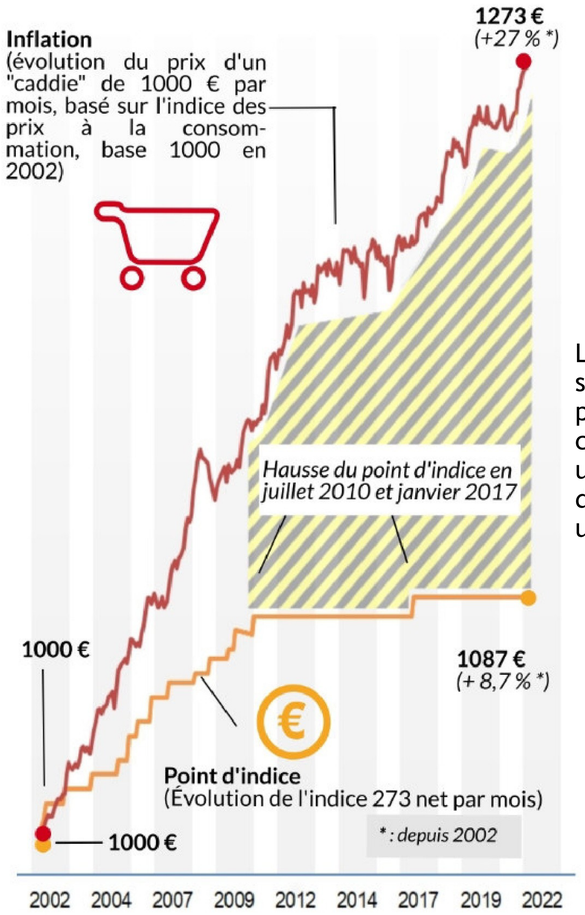
Luttons pour les Services publics !

Ce que nous voulons n'est pas une fiction !

Traitement des fonctionnaires

Quel rattrapage du pouvoir d'achat ?

24 000 € : *c'est ce qu'un fonctionnaire devrait avoir, en moyenne, sur un compte "rattrapage" pour compenser sa perte de pouvoir d'achat depuis 2010*



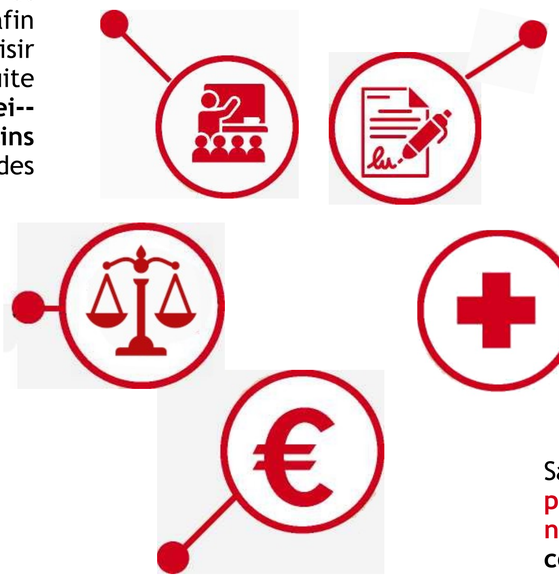
Baisse par qualification : Ce qu'un fonctionnaire perd en € net / mois depuis le gel de 2010.

* *PE, Certifiés, PLP, PEPS, PsyEN, CPE*

Dans l'Education nationale, améliorer le taux d'encadrement en baissant le nombre d'élèves par classe. Maintenir un nombre de postes au concours qui permet de pourvoir tous les postes. Augmenter le nombre de CPE et d'AED. Recruter les AESH avec un statut de fonctionnaire catégorie B.

En terminer avec Parcoursup et ses algorithmes opaques, afin que les élèves puissent choisir librement leur poursuite d'études. **Recruter des enseignants à hauteur des besoins** et doter les universités des moyens dont ils ont besoin.

Les besoins dans la Justice sont criants. Il manque des personnels de toutes les catégories. Nous demandons un **plan de titularisation** et des grilles indiciaires avec une progression décente.

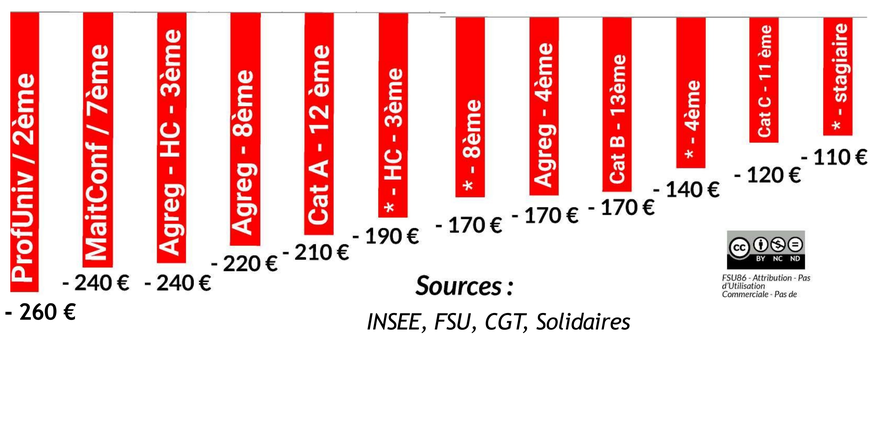


Rattraper le pouvoir d'achat, les **non titulaires** doivent etre mieux payé-es, formé-es, accompagné-es. Il faut procéder à un vaste plan de titularisation des **contractuel-les.** **Urgence à recruter massivement des titulaires.**

Revaloriser le point d'indice !

FPT : Il faut des mesures immé-diates pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes aussi dans la Fonction Publique Territoriale avec une augmentation des salaires au budget 2026 et un plan pluriannuel de revalorisation du point d'indice et des grilles indiciaires. Nous demandons également la restauration de la GIPA.

Santé : Recruter des **personnels titulaires en nombre.** **Améliorer les conditions de travail des agent-es et stopper la fermeture des lits d'hôpitaux et des hôpitaux de proximité.**
La population a besoin des hôpitaux de Luçon et de Fontenay-le-Comte.



Sources :
INSEE, FSU, CGT, Solidaires

FSU86 - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de

Des moyens pour les services publics

Les services publics « sont le patrimoine de celles et ceux qui n'ont rien ! »

La France consacre entre 30 et 40 % de moins dans le budget de l'éducation que les pays les plus avancés de l'OCDE *(OCDE, INSEE , observatoires des inegalités)*. Il faut un plan d'urgence pour l'hôpital public et pour le service public de la santé, investir dans la recherche publique, dans l'enseignement supérieur et l'éducation et accompagner la reconversion indispensable vers la transition écologique dans de nombreux secteurs.

Ceci passe par un renforcement des services publics et les recrutements de personnels suffisants.

Investir mieux et de manière satisfaisante pour la Fonction Publique sera possible en reprenant le contrôle sur le monde de la finance, en luttant efficacement contre la fraude fiscale et en établissant des recettes fiscales justes pour réduire les inégalités et créer des emplois.

Protection sociale, santé, emploi

L'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, engagée dans le combat pour une autre réforme des retraites en 2019-2020, l'est tout autant pour défendre la Sécurité Sociale.
C'est un projet de société qui favorise les solidarités et non la concurrence entre les stratégies individuelles de carrières dont nous avons besoin.
Amélioration et consolidation des retraites avec un départ à 60 ans et un système d'indexation sur l'inflation, maintien des solidarités intergénérationnelles pour la retraite et les protections santé, création d'un grand service public chargé de l'autonomie, levée des brevets et renforcement de la recherche, arrêt de la « chasse aux chômeur·ses » et de la précarisation de l'emploi, sont autant de défis qui peuvent être engagés par un développement des services publics et par un investissement massif pour la Fonction Publique.

la cgt VENDÉE
U. F.S.U. Vendée
Union 85 syndicale Solidaires VENDÉE
UNSA Vendée
ud-85@unsa.org

BILANS ET PERSPECTIVES : POUR UNE FONCTION PUBLIQUE DU XXIe SIÈCLE

Depuis des années, les attaques contre le monde du travail et les acquis sociaux ont été sans précédent : protection sociale, santé, emploi, éducation, salaires, retraites. Or, les agent·es de la fonction publique étaient en première ligne pour affronter les crises récentes. Rappelons-nous le rôle des soignant·es et personnels d'éducation pendant la crise COVID.

Le quinquennat Macron a vu essentiellement une aggravation des conditions de travail des fonctionnaires et contractuels par l'arrêt des recrutements, la précarisation des métiers et le gel du point d'indice.

L'enjeu des années à venir est bien celui des services publics, de leur renforcement et de leur développement.

C'est ce que nous demandons par des créations d'emplois statutaires en nombre suffisant, un plan de titularisation des contractuel.les, l'abandon des logiques d'externalisation et de privatisation des missions publiques, le renforcement du statut général des fonctionnaires, garantie pour les citoyen.nes d'un service public neutre et impartial, respectueux des besoins de la population.

Pour nous, une nouvelle étape de revalorisation générale des carrières et des grilles indiciaires est nécessaire et urgente et doit se combiner avec une revalorisation de la valeur du point d'indice qui ne peut se cantonner à une compensation timide et partielle de l'inflation. Nous exigeons par ailleurs la rémunération complète, sans carence, pendant les jours d'arrêt maladie ordinaire,es conditions budgétaires de versement de la GIPA pour 2025 mais aussi l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ensemble, nous portons un syndicalisme de transformation sociale. Nous construirons les indispensables alternatives à mettre en oeuvre de toute urgence, énorme défi pour l'ensemble des forces progressistes (syndicales, associatives, politiques …).

POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET LE PROGRÈS SOCIAL : CONSTRUIRE LA FONCTION PUBLIQUE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

MISSIONS

Pour plus de progrès social il faut renforcer les missions de la Fonction Publique

EMPLOIS

Pour ameliorer la qualité du service public, il faut créer de nombreux emplois dans tous les secteurs

STATUT

Le statut des fonctionnaires constitue un atout et une garantie irremplaçables pour les citoyens et citoyennes

SALAIRES

Revaloriser les salaires pour rendre les métiers de la Fonction Publique attractifs, au service de la population

INDÉPENDANCE

- Elle protège le fonctionnaire de pressions de toute nature, elle protège aussi l'usager·e et elle rend un service impartial.
- Elle est une garantie d'égalité d'accès au service public, **contre les passe-droits et la corruption**.
- Elle rend le fonctionnaire responsable dans ses missions.

Ce que nous voulons n'est pas une fiction !

Conféréncе de presse intersyndicale.
Audience en préfecture
Manifestation à Nantes - RDV 10h30 devant le CD !

Luttons pour nos services publics !

Union 85 syndicale Solidaires VENDÉE — F.S.U. Vendée — UNSA Vendée ud-85@unsa.org — la cgt VENDÉE

Le statut n'est pas un privilège mais une garantie ! Il préserve l'indépendance des fonctionnaires, il garantit l'égalité d'accès au service public, contre les passe-droits et la corruption.